

Rapport financier 2016 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Verchères _____

Code géographique : 59025 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S52

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

Table des matières	S54
Données prévisionnelles	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Luc Forcier , atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Verchères pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016

(Nom de l'organisme)

et que les données prévisionnelles de l'exercice 2017 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes

au budget de Verchères pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017,

(Nom de l'organisme)

adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2017-05-02 .

(Date)

Signature _____

Date

2017-05-02

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de de la Municipalité de Verchères et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2016, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Verchères et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2016, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Verchères inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 23 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

 MBBA S.E.N.C.R.L.

 CPA auditeur, CA

Par Robert Arbour, CPA auditeur, CA

Montréal

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

DATE 2017-05-02

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Réalisations 2015	Budget 2016	Réalizations 2016		
		Administration municipale Redressé note 20	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	Total consolidé^{1}
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	6 662 092	6 844 100	6 960 222		6 960 222
Compensations tenant lieu de taxes	2	39 603	31 000	39 288		39 288
Quotes-parts	3					900 965
Transferts	4	545 233	10 500	250 006		202 273
Services rendus	5	307 865	236 400	314 409		457 710
Imposition de droits	6	267 697	257 000	402 005		
Amendes et pénalités	7	14 333	15 000	19 853		149 941
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	59 945	57 000	62 930		5 683
Autres revenus	10	249 225		448 943		108 397
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	8 145 993	7 451 000	8 497 656		1 824 969
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	1 217 435				67 581
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	16					
Autres	17	107 530				
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	18					
	19	1 324 965				67 581
	20	9 470 958	7 451 000	8 497 656		1 892 550
Charges						
Administration générale	21	1 165 150	1 019 740	920 240	44 389	964 629
Sécurité publique	22	1 318 187	1 327 550	1 334 238	89 771	1 123 267
Transport	23	1 010 225	1 069 950	1 108 198	284 307	1 001 427
Hygiène du milieu	24	1 384 163	1 441 190	1 431 315	784 142	
Santé et bien-être	25	99 096	93 650	61 866		61 866
Aménagement, urbanisme et développement	26	321 833	362 800	354 131	1 699	355 830
Loisirs et culture	27	1 233 174	1 403 650	1 339 370	137 300	1 476 670
Réseau d'électricité	28					
Frais de financement	29	262 643	161 210	276 657		34 950
Effet net des opérations de restructuration	30					
Amortissement des immobilisations	31	1 328 857	1 339 200	1 341 608	(1 341 608)	
	32	8 123 328	8 218 940	8 167 623		2 159 644
Excédent (déficit) de l'exercice	33	1 347 630	(767 940)	330 033		(267 094)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Réalisations 2015	Budget 2016	Réalisations 2016		Total consolidé ¹
		Administration municipale Redressé note 20	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 347 630	(767 940)	330 033	(267 094)	62 939
Moins: revenus d'investissement	2	(1 324 965)	()	()	(67 581)	(67 581)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	22 665	(767 940)	330 033	(334 675)	(4 642)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	1 328 857	1 339 200	1 341 608	115 896	1 457 504
Produit de cession	5			32 000	11 845	43 845
(Gain) perte sur cession	6	(6 632)		16 789	1 289	18 078
Réduction de valeur / Reclassement	7	6 632				
	8	1 328 857	1 339 200	1 390 397	129 030	1 519 427
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10			(1)		(1)
	11			(1)		(1)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats						
Remboursement ou produit de cession	12				51 118	51 118
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15				51 118	51 118
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(341 438)	()	(367 273)	(95 617)	(462 890)
	18	(341 438)		(367 273)	(95 617)	(462 890)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(690 723)	()	(381 295)	(28 330)	(409 625)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20				65 574	65 574
Excédent de fonctionnement affecté	21	420 000		146 081	33 240	179 321
Réserves financières et fonds réservés	22	(162 009)		(114 310)	200 315	86 005
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			24 068	(1 178)	22 890
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(432 732)		(325 456)	269 621	(55 835)
	26	554 687	1 339 200	697 667	354 152	1 051 819
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	577 352	571 260	1 027 700	19 477	1 047 177

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		<u>Réalisations 2015</u>	<u>Budget 2016</u>	<u>Réalisations 2016</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	
		Redressé note 20			<u>Total consolidé¹</u>	
Revenus d'investissement	1	1 324 965		67 581	67 581	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2 (12 572) ()	6 772) (457) (7 229)
Sécurité publique	3 (16 182) ()	20 064) (19 495) (39 559)
Transport	4 (329 775) (300 000) (228 391) (104 980) (333 371)
Hygiène du milieu	5 (286 292) ()	84 406) ()	84 406)
Santé et bien-être	6 ()))))
Aménagement, urbanisme et développement	7 ()))))
Loisirs et culture	8 (307 800) ()	41 662) ()	41 662)
Réseau d'électricité	9 ()))))
	10 (952 621) (300 000) (381 295) (124 932) (506 227)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11 ()))))
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats						
Émission ou acquisition	12 ()))))
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	248 107		7 075	7 075	
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	690 723		381 295	28 330	409 625
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15			9 070	9 070	
Excédent de fonctionnement affecté	16					
Réserves financières et fonds réservés	17			12 877	12 877	
	18	690 723		381 295	50 277	431 572
	19	(13 791)	(300 000)	(67 580)	(67 580)	
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	1 311 174	(300 000)	1	1	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		<u>Réalisations 2015</u>	<u>Budget 2016</u>	<u>Réalisations 2016</u>	<u>Total consolidé</u> ¹	
		Administration municipale Redressé note 20	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés		
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 347 630	(767 940)	330 033	(267 094)	62 939
Variation des immobilisations						
Acquisition	2	(952 621)	(300 000)	(381 295)	(124 932)	(506 227)
Produit de cession	3			32 000	11 845	43 845
Amortissement	4	1 328 857	1 339 200	1 341 608	115 896	1 457 504
(Gain) perte sur cession	5	(6 632)		16 789	1 289	18 078
Réduction de valeur / Reclassement	6	6 632				
	7	376 236	1 039 200	1 009 102	4 098	1 013 200
Variation des propriétés destinées à la revente	8					
Variation des stocks de fournitures	9	(6 510)		4 620	438	5 058
Variation des autres actifs non financiers	10	238 974		18 007	3 282	21 289
	11	232 464		22 627	3 720	26 347
	12	1 956 330	271 260	1 361 762	(259 276)	1 102 486
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13					
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	1 956 330	271 260	1 361 762	(259 276)	1 102 486
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice						
Solde déjà établi	15	(5 675 499)		(3 719 169)	(298 781)	(4 017 950)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16	(22 904)		(22 904)		(22 904)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17					
Solde redressé	18	(5 698 403)		(3 742 073)	(298 781)	(4 040 854)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19	(3 742 073)		(2 380 311)	(558 057)	(2 938 368)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2016

		2015	Administration municipale	2016	Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
		Redressé note 20			
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	2 082 868	3 710 572	312 447	4 023 019
Débiteurs (note 5)	2	5 801 060	5 183 854	428 438	5 612 292
Prêts (note 6)	3			693 988	
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	7 883 928	8 894 426	1 434 873	9 635 311
PASSIFS					
Découvert bancaire	9			7 513	7 513
Emprunts temporaires (note 10)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	452 770	615 668	381 872	997 540
Revenus reportés (note 12)	12	457 406	490 910	10 573	501 483
Dette à long terme (note 13)	13	10 715 825	10 168 159	1 562 756	11 036 927
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			30 216	30 216
	15	11 626 001	11 274 737	1 992 930	12 573 679
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(3 742 073)	(2 380 311)	(558 057)	(2 938 368)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	27 539 477	26 549 763	999 348	27 549 111
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18				
Stocks de fournitures	19	72 167	67 547	2 675	70 222
Autres actifs non financiers (note 17)	20	21 575	3 568	13 421	16 989
	21	27 633 219	26 620 878	1 015 444	27 636 322
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	1 330 506	1 483 979	106 704	1 590 683
Excédent de fonctionnement affecté	23	927 711	1 655 857	106 865	1 762 722
Réserves financières et fonds réservés	24	369 376	483 686	17 598	501 284
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(86 244)	(62 176)	16 669)	(45 507)
Financement des investissements en cours	26				
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	21 177 309	20 554 869	242 889	20 797 758
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	23 891 146	24 240 567	457 387	24 697 954

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	Réalizations 2015		Réalizations 2016		Total consolidé ¹
	Administration municipale Redressé note 20	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 347 630	330 033	(267 094)	62 939
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	1 328 857	1 341 608	115 896	1 457 504
Autres					
- Redressement	3	10 700	2	1 289	1 291
- Affectation	4	(301 696)	(449 635)		(449 635)
	5	2 385 491	1 222 008	(149 909)	1 072 099
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(1 264 596)	617 206	(86 123)	531 083
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	34 897	162 898	82 849	245 747
Revenus reportés	9	221 993	33 504	(15 937)	17 567
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10			(25 651)	(25 651)
Propriétés destinées à la revente	11				
Stocks de fournitures	12	(17 216)	4 620	438	5 058
Autres actifs non financiers	13	217 399	18 007	3 281	21 288
	14	1 577 968	2 058 243	(191 052)	1 867 191
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	952 621 ) (	381 295 ) (	124 932 ) (	506 227)
Produit de cession	16		32 000	11 845	43 845
	17	(952 621)	(349 295)	(113 087)	(462 382)
Activités de placement					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats					
Émission ou acquisition	18 () () () ()
Remboursement ou cession	19				
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20 () () () ()
Cession	21				
	22				
Activités de financement (note 23)					
Émission de dettes à long terme	23	1 202 000		7 075	7 075
Remboursement de la dette à long terme	24 (	508 948 ) (	571 733 ) (	59 657 ) (	631 390)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(1 315 579)			
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	34 097	24 067		24 067
Autres					
-	27				
-	28				
	29	(588 430)	(547 666)	(52 582)	(600 248)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
	30	36 917	1 161 282	(356 721)	804 561
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice					
Solde déjà établi	31	2 045 951	2 549 290	661 655	3 210 945
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32				
Solde redressé	33	2 045 951	2 549 290	661 655	3 210 945
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)					
	34	2 082 868	3 710 572	304 934	4 015 506

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		<u>Réalisations 2015</u>	<u>Budget 2016</u>	<u>Administration</u>	<u>Réalisations 2016</u>	<u>Total</u>
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>municipale</u>	<u>Organismes</u>	<u>consolidé</u> ¹
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>		<u>contrôlés</u>	
		Redressé note 20				
Rémunération	1	1 454 507	1 551 200	1 497 746	809 734	2 307 480
Charges sociales	2	341 229	368 950	358 965	201 156	560 121
Biens et services	3	2 519 671	2 486 950	2 476 185	991 339	3 469 173
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	234 177	143 010	246 345		246 345
D'autres organismes municipaux	5				26 319	26 319
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6					
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	28 466	18 200	30 312	8 631	38 943
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	2 216 421	2 198 280	2 216 462		1 313 848
Transferts	10					
Autres	11					
Autres organismes						
Transferts	12					
Autres	13		105 150		6 569	6 569
Amortissement des immobilisations	14	1 328 857	1 339 200	1 341 608	115 896	1 457 504
Autres						
-	15		8 000			
-	16					
-	17					
	18	8 123 328	8 218 940	8 167 623	2 159 644	9 426 302

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Réalizations	
		2016	2015 Redressé note 20
Revenus			
Taxes	1	6 960 222	6 662 092
Compensations tenant lieu de taxes	2	39 288	39 603
Quotes-parts	3		
Transferts	4	519 860	1 982 192
Services rendus	5	772 119	765 562
Imposition de droits	6	402 005	267 697
Amendes et pénalités	7	169 794	155 105
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	68 613	66 105
Autres revenus	10	557 340	474 139
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	9 489 241	10 412 495
Charges			
Administration générale	14	964 629	1 209 428
Sécurité publique	15	1 646 311	1 549 815
Transport	16	2 393 932	2 117 038
Hygiène du milieu	17	2 215 457	2 145 962
Santé et bien-être	18	61 866	99 096
Aménagement, urbanisme et développement	19	355 830	323 532
Loisirs et culture	20	1 476 670	1 388 043
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	311 607	302 826
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	9 426 302	9 135 740
Excédent (déficit) de l'exercice	25	62 939	1 276 755
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	24 638 531	23 372 482
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	27	(3 516)	(22 904)
Solde redressé	28	24 635 015	23 349 578
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	24 697 954	24 626 333

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Réalizations	
		2016	2015 Redressé note 20
Excédent (déficit) de l'exercice	1	62 939	1 276 755
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(506 227)	(1 004 548)
Produit de cession	3	43 845	657
Amortissement	4	1 457 504	1 437 223
(Gain) perte sur cession	5	18 078	(4 731)
Réduction de valeur / Reclassement	6		4 074
	7	1 013 200	432 675
Variation des propriétés destinées à la revente	8		
Variation des stocks de fournitures	9	5 058	(17 306)
Variation des autres actifs non financiers	10	21 289	220 260
	11	26 347	202 954
	12	1 102 486	1 912 384
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13		
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	1 102 486	1 912 384
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	15	(4 017 950)	(5 930 334)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16	(22 904)	(22 904)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17		
Solde redressé	18	(4 040 854)	(5 953 238)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19	(2 938 368)	(4 040 854)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015 Redressé note 20
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	4 023 019	2 549 288
Débiteurs (note 5)	2	5 612 292	6 143 375
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		185 653
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	9 635 311	8 878 316
PASSIFS			
Découvert bancaire	9	7 513	
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	997 540	742 212
Revenus reportés (note 12)	12	501 483	483 916
Dette à long terme (note 13)	13	11 036 927	11 637 175
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	30 216	55 867
	15	12 573 679	12 919 170
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(2 938 368)	(4 040 854)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	27 549 111	28 542 923
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19	70 222	85 986
Autres actifs non financiers (note 17)	20	16 989	38 278
	21	27 636 322	28 667 187
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	24 697 954	24 626 333

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
			Redressé note 20
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	62 939	1 276 755
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 457 504	1 437 223
Autres			
- Redressement (2015: gain/perte)	3	1 291	(209)
- Affectation	4	(449 635)	(301 696)
	5	1 072 099	2 412 073
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	531 083	(849 178)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	245 747	14 200
Revenus reportés	9	17 567	247 993
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(25 651)	(10 719)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	5 058	(17 306)
Autres actifs non financiers	13	21 288	220 261
	14	1 867 191	2 017 324
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(506 227)	(1 004 548)
Produit de cession	16	43 845	657
	17	(462 382)	(1 003 891)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		50 386
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		50 386
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	23	7 075	1 221 077
Remboursement de la dette à long terme	24	(631 390)	(616 122)
Variation nette des emprunts temporaires	25		(1 315 579)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	24 067	34 097
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(600 248)	(676 527)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	804 561	387 292
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	3 210 945	2 347 648
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32		
Solde redressé	33	3 210 945	2 347 648
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)			
	34	4 015 506	2 734 940

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Verchères est constituée en vertu du Code Municipal du Québec. Elle est dirigée par un conseil regroupant 6 conseillers et un maire.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public sont présentés aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

Les états financiers consolidés incluent aussi la quote-part revenant à la ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait aussi ligne par ligne. Les partenariats reconnus comme commerciaux en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public sont présentés aux états financiers, pour la quote-part applicable, selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent. (consolidation ligne par ligne)

Conseil Intermunicipal de transport Sorel-Varenes (consolidation ligne par ligne)

Régie intermunicipale de la gare Sorel-Varenes (consolidation ligne par ligne)

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et charges aux cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;

les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;

les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalent de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures: 15, 20 et 40 ans

Bâtiments: 40 ans

Véhicules: 10, 15 et 20 ans

Ameublement et équipement de bureau: 5 et 10 ans

Machinerie, outillage et équipement: 10, 15 et 20 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

F) Revenus

Les transferts (subventions) en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur. Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées. Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Provenant de la consolidation de la Régie de police Richelieu Saint-Laurent

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées:

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projections des salaires futures. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Régie en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2016 selon la méthode suivante : valeur lissée 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'une dépense constatée à taxer ou à pourvoir.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1er janvier correspond à la somme des déficits initiaux moins les surplus initiaux en prenant en considération tous les régimes capitalisés et non capitalisés. La constatation s'est faite par redressement du surplus (déficit) accumulé non affecté des exercices antérieurs. Ce redressement fait l'objet en contrepartie d'un montant à pouvoir dans le futur pour fins de taxation.

Provenant de la consolidation du Conseil intermunicipal de transport de Sorel-Varenes
Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur. Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016****H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;

Provenant de la Régie Intermunicipale de Police Richelieu St-Laurent

- Avantages sociaux futurs :
 - pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
 - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
 - pour le montant négatif créé en 2010 pour contrer l'effet de la charge des cotisations versées par un autre employeur: sur la DMERCA des salariés participants au 31 décembre 2010 .

Dans le cadre de l'application de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*, des DCTP peuvent avoir été renversées par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales en contrepartie d'un coût des services passés négatif, en cas de solde de pertes actuarielles nettes non amorties pouvant être constatées insuffisant, comme expliqué dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

I) Instruments financiers

S.O.

J) Autres éléments**Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Conformément aux directives du Manuel de la présentation de l'information financière municipale, la municipalité a modifié rétroactivement sa méthode de comptabilisation des fonds réservés suivants :

 Fonds de parcs et terrains de jeux;

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

 Droits de carrières et sablières;

La méthode de comptabilisation utilisée par la municipalité ne respectait pas les critères édictés au chapitre SP 3100, lesquels prévoient que ces sommes doivent être constatées à titre de revenus reportés dans l'exercice au cours duquel elles sont utilisées aux fins prescrites.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	1 000 157	825 319
Placements de portefeuille	2		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	3	142 092	169 332
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	4		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	5	4 744 839	4 739 085
Gouvernement du Canada et ses entreprises	6	36 189	332 566
Organismes municipaux	7	237 536	285 261
Autres			
- Contravention, mutation, intéér	8	169 185	583 203
- Divers	9	282 451	33 928
	10	5 612 292	6 143 375
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	4 347 750	4 567 366
Organismes municipaux	12		
Autres tiers	13		
	14	4 347 750	4 567 366
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	15	56 774	57 562
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	16		
Prêts à un fonds d'investissement	17		
Autres			
-	18		
-	19		
	20		
Provision pour moins-value déduite des prêts	21		
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		185 653
	24		185 653
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	25		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	26 (30 216)	(55 867)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	27 ()	()
	28 <u>(30 216)</u>	<u>(55 867)</u>
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	29 63 082	75 480
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	30	
Régimes à cotisations déterminées	31	
Autres régimes (REER et autres)	32 1 342	1 160
Régimes de retraite des élus municipaux	33 837	652
	34 <u>65 261</u>	<u>77 292</u>
Se référer à la section « Autres renseignements complémentaires » pour plus de détails.		
Note		
9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	35	
Autres	36	
	37	
Note		
10. Emprunts temporaires		
11. Crédoeurs et charges à payer		
Fournisseurs	38 684 174	379 781
Salaires et avantages sociaux	39 149 880	153 295
Dépôts et retenues de garantie	40 7 555	38 292
Provision pour contestations d'évaluation	41	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	42	
Frais d'assainissement des sites contaminés	43	
Autres		
- Intérêt dette à long terme	44 91 715	168 077
- taxes de vente harmonisées	45	2 767
- organismes municipaux	46 64 216	
-	47	
-	48	
	49 <u>997 540</u>	<u>742 212</u>
Note		
12. Revenus reportés		
Taxes perçues d'avance	50 3 537	5 041
Transferts	51 456 255	442 495
Fonds parcs et terrains de jeux	52 25 914	20 036
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53	
Société québécoise d'assainissement des eaux	54 2 435	2 868
Fonds de développement des territoires	55	
Autres		
- Activités sportives	56 12 658	13 030
- Divers	57 684	446
-	58	
-	59	
	60 <u>501 483</u>	<u>483 916</u>
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

						2016	2015
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>	<u>Échéance</u>				
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,20	3,59	2017	2035	61	11 075 187	11 695 932
Obligations et billets en monnaies étrangères					62		
Gains (pertes) de change reportés					63		
					64		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	5,18	5,18	2017	2017	65	2 435	2 868
Organismes municipaux					66		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					67	21 482	24 619
Autres					68		
					69	11 099 104	11 723 419
Frais reportés liés à la dette à long terme					70	(62 177)	(86 244)
					71	11 036 927	11 637 175

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2016				
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres					
2017	72	80	1 284 544	88	9 869	97	2 345	105	1 296 758
2018	73	81	612 416	89	7 553	98	106	619 969	
2019	74	82	631 814	90	3 358	99	107	635 172	
2020	75	83	623 213	91	1 637	100	108	624 850	
2021	76	84	642 795	92		101	109	642 795	
2022 et +	77	85	7 280 495	93		102	110	7 280 495	
	78	86	11 075 277	94	22 417	103	2 345	111	11 100 039
Intérêts et frais accessoires				95	(935)			112	(935)
	79	87	11 075 277	96	21 482	104	2 345	113	11 099 104

Note

	2016	2015
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	114	(2 938 368)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	115	()
Autres	116	()
	117	(2 938 368)
		(4 040 854)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	118	10 865 434	146	49 462	173	2 601	200	10 912 295
Eaux usées	119	19 737 688	147	37 546	174		201	19 775 234
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	120	8 353 156	148	151 354	175		202	8 504 510
Autres	121	2 335 302	149	100 556	176	(4 064 819)	203	6 500 677
Réseau d'électricité	122		150		177		204	
Bâtiments	123	4 823 725	151	7 477	178	4 074 580	205	756 622
Améliorations locatives	124	32 456	152	688	179		206	33 144
Véhicules	125	1 559 762	153	83 347	180	46 343	207	1 596 766
Ameublement et équipement de bureau	126	436 909	154	9 124	181		208	446 033
Machinerie, outillage et équipement divers	127	606 950	155	77 844	182	13 135	209	671 659
Terrains	128	1 052 030	156		183		210	1 052 030
Autres	129		157		184		211	
	130	<u>49 803 412</u>	158	<u>517 398</u>	185	<u>71 840</u>	212	<u>50 248 970</u>
Immobilisations en cours	131	16 508	159	(11 171)	186	(1)	213	5 338
	132	<u>49 819 920</u>	160	<u>506 227</u>	187	<u>71 839</u>	214	<u>50 254 308</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	133	4 278 686	161	316 432	188		215	4 595 118
Eaux usées	134	9 644 379	162	451 300	189		216	10 095 679
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	135	3 193 574	163	239 904	190		217	3 433 478
Autres	136	924 790	164	128 447	191	(105 267)	218	1 158 504
Réseau d'électricité	137		165		192		219	
Bâtiments	138	1 624 044	166	175 765	193	105 267	220	1 694 542
Améliorations locatives	139	32 113	167	116	194		221	32 229
Véhicules	140	714 982	168	83 198	195	20 057	222	778 123
Ameublement et équipement de bureau	141	412 955	169	10 980	196		223	423 935
Machinerie, outillage et équipement divers	142	451 474	170	51 362	197	9 247	224	493 589
Autres	143		171		198		225	
	144	<u>21 276 997</u>	172	<u>1 457 504</u>	199	<u>29 304</u>	226	<u>22 705 197</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	145	<u>28 542 923</u>					227	<u>27 549 111</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	228	95 635	231	14 160	233	20 057	235	89 738
Amortissement cumulé	229	(61 336)	232	(14 318)	234	(20 057)	236	(55 597)
Valeur comptable nette	230	<u>34 299</u>					237	<u>34 141</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	238	
Immeubles industriels municipaux	239	
Autres	240	
	241	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	242	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	243	
Note		

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Frais imputables au prochain e	244	7 013	11 829
- Frais reportés: dépenses infor	245		21 575
- Frais reportés: frais émission	246		4 874
Autres			
- Organismes consolidés	247	9 976	
-	248		
	249	16 989	38 278
Note			

18. Obligations contractuelles

a) La municipalité a signé un contrat de cinq ans échéant le 15 avril 2017 pour l'enlèvement de la neige. Les montants à verser annuellement sont de 113 578\$.

b) La contribution de la municipalité à la Communauté métropolitaine de Montréal pour 2016 s'élève à 120 832\$.

c) La municipalité participe au financement de l'Agence métropolitaine de transport. Sa participation pour 2017 est de 67 735\$.

d) En vertu des divers contrats, la Régie de police intermunicipal Richelieu-St-Laurent s'est engagée pour les 5 prochains exercices pour une somme globale de 632 860 \$. Le montant à assumer en 2017 est de 365 476 \$

La quote-part de la Municipalité de Verchères dans les engagements s'élève à 2,945%.

e) Le Conseil intermunicipal de transport de Sorel-Varennes s'est engagé, en vertu d'un contrat échéant en juin 2022, à verser une somme approximative de 64 530 000 \$ à un transporteur. Le montant à assumer en 2017 étant de 10 660 000 \$

La quote-part de la Municipalité de Verchères dans les engagements s'élève à 8,31 %.

19. Éventualités

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

a) Cautionnement et garantie

N.A.

b) Auto-assurance

La Régie intermunicipale de Police Richelieu Saint-Laurent assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme conjointement avec un programme de supplément au chômage pour les employés cadres.

La quote-part de la Municipalité de Verchères s'élève à 2,96%.

c) Poursuites

Au cours de l'exercice, la Régie intermunicipale de Police Richelieu Saint-Laurent a fait l'objet de griefs de certains de ces employés, pour une somme indéterminée.

La Régie croit au bien-fondé de sa défense et continue à faire valoir ses droits devant les tribunaux. Les pertes qui, le cas échéant, résulteraient de ces poursuites, seraient comptabilisées aux résultats de l'exercice où elles seraient connues.

La quote-part de la Municipalité de Verchères s'élève à 2,953%.

Le Conseil intermunicipal de transport de Sorel-Varenes fait l'objet d'une mise en demeure instituée par l'ancien transporteur pour un montant de 4 500 000\$ pour des dommages-intérêts causés suite à la fin de son contrat de transport en commun de personnes le 31 décembre 2011. La direction est d'avis que cette réclamation est non fondée et par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

La part de la municipalité dans le CIT étant de 8.31%

d) Autres

ENVIRONNEMENT

Compte tenu des lois sur l'environnement, il est possible que le niveau de contamination de certains terrains détenus par la municipalité excède les normes en vigueur. La municipalité n'est pas en mesure de prévoir l'importance des exigences futures dans le domaine et elle ne peut donc présentement établir le coût des mesures correctrices à apporter, ni leur mode de financement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

20. Redressement aux exercices antérieurs

Conformément aux directives du Manuel de la présentation de l'information financière municipale, la municipalité a modifié rétroactivement sa méthode de comptabilisation des fonds réservés suivants :

-  Fonds de parcs et terrains de jeux;
-  Fonds de la société québécoise d'assainissement des eaux;

La méthode de comptabilisation utilisée par la municipalité ne respectait pas les critères édictés au chapitre SP 3100, lesquels prévoient que ces sommes doivent être constatées à titre de revenus reportés dans l'exercice au cours duquel elles sont utilisées aux fins prescrites.

L'application de ce redressement a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2015 :

États des résultats

Revenus 3 516 \$

Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales

Affectation - Fonds réservés (3 516\$)

État de la situation financière

Revenus reportés 22 904 \$

Excédent accumulé (22 904 \$)

21. Données budgétaires

Le budget présenté à titre comparatif pour l'exercice 2016 n'est pas consolidé et correspond au budget adopté par le conseil municipal pour l'exercice 2016.

Ces données sont présentées pour fins d'information et le rapport de l'auditeur ne porte pas sur ces données.

22. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	250	4 023 019
Découvert bancaire	251	2 549 288
	(7 513)	()
<i>Ajouter</i>		
- Placement temporaire	252	185 652
-	253	
-	254	
-	255	
<i>Déduire</i>		
- Placement temporaire	256	()
-	257	()
-	258	()
-	259	()
-	260	()
-	261	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)		
à la fin de l'exercice	262	4 015 506
		2 734 940
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice		
	263	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

24. Fonds local d'investissement

	2016	2015
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	264	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	265	
Autres revenus	266	
	267	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	268	
Variation de la provision pour moins-value	269	
	270	
Autres charges	271	
	272	
Excédent (déficit) de l'exercice	273	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Encaisse	274		
Placements de portefeuille	275		
Débiteurs	276		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	277		
Provision pour moins-value	278	()	()
	279		
	280		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	281		
Revenus reportés	282		
Dette à long terme	283		
	284		
Solde du Fonds local d'investissement	285		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	286		
Supportant les engagements de prêts	287		
Supportant les garanties de prêts	288		
	289		

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

25. Fonds local de solidarité**2016****2015****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	290
Revenus sur les prêts aux entreprises	291
Autres revenus	292
	<hr/> 293 <hr/>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	294
Variation de la provision pour moins-value	295
	<hr/> 296 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	297
Autres charges	298
	<hr/> 299 <hr/>

Excédent (déficit) de l'exercice	300
---	------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	301		
Placements de portefeuille	302		
Débiteurs	303		
Prêts aux entreprises	304		
Provision pour moins-value	305	()	()
	<hr/> 306 <hr/>		
	307		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	308
Revenus reportés	309
Dette à long terme	310
	<hr/> 311 <hr/>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	312
Excédent (déficit) non affecté	313
	<hr/> 314 <hr/>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	315
Supportant les engagements de prêts	316
	<hr/> 317 <hr/>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 590 683	1 615 935
Excédent de fonctionnement affecté	1 762 722	960 951
Réserves financières et fonds réservés	501 284	594 179
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	(45 507)	(68 397)
Financement des investissements en cours		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20 797 758	21 386 871
Gains (pertes) de réévaluation cumulés		
	24 697 954	24 626 333
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	1 483 979	1 349 619
Organismes contrôlés ¹	106 704	266 316
	1 590 683	1 615 935
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Réserve à l'exercice suivant	320 000	200 000
- CIT	490 092	136 500
- FIME	75 000	
- Site Patrimoniale	11 000	17 000
- Arbre Industrie	10 000	10 000
- Collecte sélective	275 635	150 000
- Boues épurations	354 130	324 211
- Fonds Pierre Boisseau		
- Membranes Usine / (divers 2015)	120 000	90 000
	1 655 857	927 711
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
- RIPRSL (exercice suivant)	33 240	33 240
- surplus non affecté	73 625	
-		
	106 865	33 240
	1 762 722	960 951
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
-		
-		
-		
-		
-		
Fonds réservés		
Fonds de roulement	476 947	385 071
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	6 739	6 739
Organismes contrôlés		202 369
Montant non réservé		
Administration municipale		
Organismes contrôlés	17 598	
Fonds local d'investissement		
Fonds local de solidarité		
Autres		
-SQAE		
-FPTJ & SQAE		
	501 284	594 179
	501 284	594 179

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	44 (22 294)	(24 031)
Régimes non capitalisés	45 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	46 ()	()
Autres	47 ((5 625))	((6 184))
Régimes non capitalisés	48 ()	()
<hr/>		
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	49 (16 669)	(17 847)
Frais d'assainissement des sites contaminés	50 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	51 ()	()
Autres	52 ()	()
-	53 ()	()
-	54 ()	()
<hr/>		
	55 (16 669)	(17 847)
<hr/>		
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	56 ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	57 ()	()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	58 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	59 ()	()
Mesure relative aux frais reportés	60 ()	()
Autres	61 ()	()
-	62 ()	()
-	63 ()	()
<hr/>		
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	64 ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	65 ((62 176))	((86 244))
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	66 ()	()
Autres	67 ()	()
-	68 ()	()
-	69 ()	()
<hr/>		
	69 ((62 176))	((86 244))
<hr/>		
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	70	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	71	
Prêts aux entrepreneurs dans le cadre du FLI et du FLS	72	
Autres	73	
-	74	
<hr/>		
	75 ((45 507))	((68 397))
<hr/>		

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	76	
Investissements à financer	77 () ()	
	78	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	79	27 549 111
Propriétés destinées à la revente	80	28 542 923
Prêts	81	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	82	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	83	
	84	27 549 111
		28 542 923
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	85	11 036 927
Frais reportés liés à la dette à long terme	86	62 177
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	87 (	4 347 750) (
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	88 () (
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	89 (	1) (
	90	6 751 353
		7 156 052
Dette en cours de refinancement et autres éléments	91	
	92	6 751 353
	93	7 156 052
		20 797 758
		21 386 871

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>3</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

i) Régimes complémentaires de retraite des policiers syndiqués, des cadres et des employés de bureau et des préposés aux communications de la Régie intermunicipale de police Richelieu Saint-Laurent.

Les régimes capitalisés auprès de Retraite Québec font l'objet d'évaluations actuarielles triennales. Le régime des policiers a fait l'objet d'une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013, et les régimes des cadres et des employés de bureau ont fait l'objet d'évaluations actuarielles au 31 décembre 2014.

Description des régimes:

1. Date d'entrée en vigueur des régimes: le 1er janvier 2008

2. Date de la retraite

a) Date de la retraite normale: à l'âge de 65 ans.

b) Date de la retraite facultative:

Relativement aux années de services reconnues antérieurement au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions du régime antérieur applicable, tel que stipulé aux annexes A, B et C des règlements des régimes.

Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008:

i) **Policiers syndiqués:** Tout participant peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans. Nonobstant ce qui précède, tout participant actif anciennement du régime antérieur de la Ville de Sainte-Julie dont l'âge ou les années de service totalisent 85 peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois précédant la date normale de sa retraite.

ii) **Cadres et employés de bureau et préposés aux communications:** Tout participant actif âgé de 58 ans et plus dont l'âge et les années de service totalisent 80 peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois précédent la date de la retraite normale.

c) Date de retraite anticipée

Tout participant peut prendre sa retraite à compter de son 55e anniversaire de naissance (exception les policiers 50e anniversaire). Sa rente est alors réduite de 1/3% par mois (4% par année) pour chaque mois d'anticipation entre la date de la retraite anticipée et la date initiale de retraite facultative.

3. Créances de rente

a) Rente de base

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables des régimes antérieurs, telle que stipulé aux annexes A, B et C du règlement du régime. Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: 2% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite (exception 2% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et des préposés aux communications).

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

b) Rente de rattachement

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables au régime antérieur, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: 0.5% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite (exception de 0.35% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et les préposés aux communications).

4. Prestation en cas de cessation de service

Outre ce qui est prévu par la Loi, lorsqu'un participant quitte le service pour toute raison autre que le décès ou la retraite, il a le choix entre l'une ou l'autre des options suivantes:

a) Une rente différée payable à la date normale de retraite, dont le montant est égal à la rente créditée à la date de cessation d'emploi.

b) Le transfert immobilisé de la valeur actuelle de la rente prévue en a). De plus, une prestation additionnelle provenant de l'indexation minimale de la Loi 102 est prévue.

5. Prestation de décès avant la retraite

Remboursement de la valeur actuelle de la rente accumulée par le participant avant son décès.

6. Prestation de décès après la retraite

a) Relativement aux années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables aux régimes antérieurs, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

b) Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: la rente continue, s'il y a lieu, à être versée au bénéficiaire désigné jusqu'à ce que les 120 versements mensuels aient été reçus par le participant et son bénéficiaire.

7. Invalidité

Il y a exonération des cotisations salariales durant toute la période d'invalidité au cours de laquelle l'employé reçoit des prestations en vertu du régime d'assurance invalidité longue durée. Les prestations au cours de cette période sont fondées sur le salaire que recevait le participant au début de l'invalidité.

8. Indexation à la retraite

a) Relativement aux années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables du régime antérieur, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

b) Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: les créances de rente sont indexées après la retraite selon 50% de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation, sujet à un maximum de 2%. (Exception pour les employés de bureau et les préposés aux communications pour qui les créances de rente sont indexées après la retraite selon la différence positive obtenue en soustrayant 6.5% au taux de rendement obtenu sur le placement de l'actif du régime, déduction faite de tous les frais de la caisse de retraite. Lorsque la différence est négative pour une année, l'écart est alors reporté aux années futures).

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

9. Règle du 50% (cotisation excédentaire)

Lors de la cessation de service, du décès ou lors de la retraite, l'employeur doit financer au moins 50% de la valeur de toute prestation résultant des années de services reconnues à compter du 1er janvier 1990.

10. Cotisations salariales

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables du régime antérieur, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

Pour les années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008:

a) Policiers syndiqués: 9% du salaire. Nonobstant ce qui précède, la cotisation salariale ne peut être inférieure à 50% de la somme recommandée par l'actuaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2013, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 9.95% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation.

b) Cadres: 50% de la somme recommandée par l'actuaire qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2014, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 11.35% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation.

c) Employés de bureau et préposés aux communications: 8% du salaire. Nonobstant ce qui précède, la cotisation salariale ne peut être inférieure à 50% de la somme recommandée par l'actuaire, sujet à un maximum de 9% du salaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retrait au cours de cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle du 31 décembre 2014, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 9% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation.

11. Cotisation patronale

Sous réserve d'une utilisation de l'excédent de l'actif et d'une cotisation minimale prévue au règlement, la cotisation patronale pour toute l'année est le montant qui, ajouté aux cotisations salariales, est suffisant pour assurer la capitalisation complète des créances de rente, des prestations et remboursements payables aux employés eu égard à leurs services durant cette année.

En plus de la cotisation prévue au paragraphe précédent, l'employeur doit verser à la caisse le montant nécessaire, selon les estimations de l'actuaire, pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi. L'employeur s'engage toutefois à ce que les montants versés au régime représentent au moins un montant égal à 100% des cotisations salariales de tous les participants actifs.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (55 867)	(66 586)
Charge de l'exercice	5 (63 082)	(75 480)
Cotisations versées par l'employeur	6 88 733	86 199
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(30 216)</u>	<u>(55 867)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 2 893 993	2 645 729
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (3 155 302)	(2 744 122)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (261 309)	(98 393)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 231 093	42 526
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (30 216)	(55 867)
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(30 216)</u>	<u>(55 867)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>3</u>	<u>3</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 2 893 993	2 645 729
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (3 155 302)	(2 744 122)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (261 309)	(98 393)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 111 027	114 384
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	21 111 027
	22 (60 844)	(59 018)
Cotisations salariales des employés	23 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	24 50 183	55 366
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 4 830	7 834
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	27
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	28	29
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	30	31
Variation de la provision pour moins-value	32	33
Autres	34	35
-	36	37
-	38	39
Charge de l'exercice excluant les intérêts	40 <u>55 013</u>	<u>63 200</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	41 168 807	156 438
Rendement espéré des actifs	42 (160 738)	(144 158)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	43 8 069	12 280
Charge de l'exercice	44 <u>63 082</u>	<u>75 480</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 181 854	200 525
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (160 738)	(144 158)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 21 116	56 367
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 214 514	(11 014)
Prestations versées au cours de l'exercice	41 83 167	60 225
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 2 880 269	2 671 292
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
Pour la réserve de restructuration	44 92 738	91 266
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 981	1 855
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 14	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,50 %	6,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 6,00 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,25 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	57	58

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2016	2015
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 ()	()
Charge de l'exercice	60 ()	()
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62 ()	()
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 ()	()
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 ()	()

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	<u>2016</u>	<u>2015</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	()	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

Régime de la municipalité de Verchères

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 2

Description des régimes et autres renseignements**Régime de la Régie de la Gare de Sorel**

Le régime de retraite offert aux employés de la Régie est du type REER collectif. L'employé participant et la Régie intermunicipale versent tous deux une contribution variant de 1% à de 5%. La Régie verse une part égale à celle de l'employé.

Régime du CIT Sorel Varennes.

Le régime offert aux employés de l'organisme de transport est un REER collectif ou l'employeur participant cotisent chacun jusqu'à concurrence de 5% du salaire de l'employé.

Charge de l'exercice	2016	2015
Cotisations de l'employeur	93 <u>1 342</u>	<u>1 160</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

94 Oui
 95 Non

	2016	2015
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	96 <u>41</u>	<u>19</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
Cotisations des élus au RREM	97	<u>249</u>	<u>194</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	98	837	652
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	99		
	100	<u>837</u>	<u>652</u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2016

Administration municipale

Dette à long terme	1	10 230 335
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	9 607
Débiteurs	8	4 235 441
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	5 985 287
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	7 553 480
--	----	-----------

Endettement net à long terme	16	13 538 767
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	68 326
Communauté métropolitaine	18	35 618
Autres organismes	19	

Endettement total net à long terme	20	13 642 711
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	13 642 711
---	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES	2016	2016	2016	2015
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	5 026 705	5 019 527	4 736 324
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	186 350	186 687	197 777
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	5 213 055	5 206 214	4 934 101
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	560 000	562 672	562 494
Égout	11	304 400	367 981	362 255
Traitement des eaux usées	12	58 000		
Matières résiduelles	13	596 540	598 617	597 822
Autres				
-Cours d'eau	14	5 855	69 792	73 707
-Vidanges fosses septiques	15	36 000	36 936	37 392
-Paiement comptant	16		7 500	
Centres d'urgence 9-1-1	17		25 100	23 611
Service de la dette	18	70 250	85 410	70 710
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	1 631 045	1 754 008	1 727 991
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	1 631 045	1 754 008	1 727 991
	26	6 844 100	6 960 222	6 662 092

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	89	89	104
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	89	89	104
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	7 000	9 473	9 362
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	20 000	24 890	25 543
	35	27 000	34 363	34 905
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	27 000	34 452	35 009
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	4 000	4 836	4 594
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44	4 000	4 836	4 594
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	31 000	39 288	39 603

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52		928	
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	9 000	9 000	10 000
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		201 345	202 518
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68	154 192	154 192	173 572
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			193 207
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77	219	219	1 526
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81	500	1 426	2 742
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	71 769	71 769	151 787
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	10 000	13 400	13 000
Autres	88			(601)
Réseau d'électricité	89			
	90	10 500	452 279	747 751

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2016	2016	2016	2015
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99		67 581	17 006
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			1 217 435
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129		67 581	1 234 441

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134			
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136			
Autres	137			
	138			
TOTAL DES TRANSFERTS	139	10 500	250 006	519 860
				1 982 192

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142	23 567	34 924	34 241
	143	23 567	34 924	34 241
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	55 000	75 069	58 952
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	55 000	75 069	58 952
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150	5 000	6 032	8 867
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154	5 000	6 032	8 867
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	100		
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	100		
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	60 100	104 668	102 060

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182			
Sécurité publique	183	8 765	57 838	53 233
Transport				
Réseau routier	184			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185		397 280	396 207
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	3 500	3 500	4 937
Santé et bien-être	191			19 710
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	176 300	197 476	189 415
Réseau d'électricité	194			
	195	176 300	209 741	656 094
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	236 400	314 409	772 119
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	27 000	30 160	25 775
Droits de mutation immobilière	198	230 000	371 845	241 922
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	257 000	402 005	267 697
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	15 000	19 853	155 105
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	203			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	204	57 000	62 930	68 613
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		(16 789)	4 731
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres contributions	211			107 530
Autres	212	49 000	465 732	361 878
	213	49 000	448 943	557 340
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	214			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2016		Réalizations 2016		Réalizations 2016	Réalizations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	119 730	109 369		109 369	109 369	100 927
Greffe et application de la loi	2	87 220	59 900		59 900	59 900	62 863
Gestion financière et administrative	3	513 310	472 238		472 238	472 238	489 495
Évaluation	4	90 800	97 019		97 019	97 019	324 592
Gestion du personnel	5	13 800	12 425		12 425	12 425	14 118
Autres							
- Autres	6	194 880	169 289	44 389	213 678	213 678	217 433
-	7						
	8	1 019 740	920 240	44 389	964 629	964 629	1 209 428
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	925 250	941 327		941 327	1 163 629	1 090 841
Sécurité incendie	10	392 300	382 649	89 771	472 420	472 420	450 747
Sécurité civile	11	10 000	10 262		10 262	10 262	8 227
Autres	12						
	13	1 327 550	1 334 238	89 771	1 424 009	1 646 311	1 549 815
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	398 300	430 037	257 945	687 982	687 982	614 996
Enlèvement de la neige	15	230 100	230 575	15 394	245 969	245 969	237 792
Éclairage des rues	16	36 200	42 767	10 968	53 735	53 735	44 121
Circulation et stationnement	17	9 500	11 453		11 453	11 453	5 309
Transport collectif							
Transport en commun	18	395 850	393 366		393 366	1 394 793	1 214 820
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	1 069 950	1 108 198	284 307	1 392 505	2 393 932	2 117 038

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2016	Réalizations 2016			Réalizations 2016	Réalizations 2015
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	348 000	328 850		328 850	603 838
Réseau de distribution de l'eau potable	24	156 900	131 325	417 269	548 594	268 679
Traitement des eaux usées	25	156 550	180 154	143 820	323 974	295 260
Réseaux d'égout	26	179 500	175 250	211 089	386 339	347 793
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	187 210	198 922		198 922	218 120
Élimination	28	134 200	121 384		121 384	106 614
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	8 000	6 879		6 879	41 077
Tri et conditionnement	30	100	2 209		2 209	15 052
Matières organiques						
Collecte et transport	31	104 080	56 505		56 505	28 344
Traitement	32	200				
Matériaux secs	33	62 200	62 030		62 030	61 889
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	62 150	128 862	11 964	140 826	113 447
Protection de l'environnement	38					
Autres	39	42 100	38 945		38 945	45 849
	40	1 441 190	1 431 315	784 142	2 215 457	2 145 962
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	46 000	48 639		48 639	52 674
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	47 650	13 227		13 227	46 422
	44	93 650	61 866		61 866	99 096
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	232 700	231 811	254	232 065	226 821
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	81 300	81 377		81 377	64 444
Tourisme	49	33 300	38 232	1 445	39 677	28 550
Autres	50	15 500	2 711		2 711	3 717
Autres	51					
	52	362 800	354 131	1 699	355 830	323 532

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2016	Réalizations 2016			Réalizations 2016	Réalizations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	95 500	96 051		96 051	96 051	61 878
Patinoires intérieures et extérieures	54	82 150	89 795	18 525	108 320	108 320	99 365
Piscines, plages et ports de plaisance	55	97 200	87 642	20 379	108 021	108 021	110 171
Parcs et terrains de jeux	56	394 900	369 789	73 304	443 093	443 093	434 635
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	351 750	325 226	254	325 480	325 480	305 580
	60	1 021 500	968 503	112 462	1 080 965	1 080 965	1 011 629
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	51 500	51 591		51 591	51 591	33 319
Bibliothèques	62	225 300	215 585	17 021	232 606	232 606	242 483
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	3 500	3 296	7 817	11 113	11 113	9 099
Autres ressources du patrimoine	64	7 000	1 762		1 762	1 762	1 458
Autres	65	94 850	98 633		98 633	98 633	90 055
	66	382 150	370 867	24 838	395 705	395 705	376 414
	67	1 403 650	1 339 370	137 300	1 476 670	1 476 670	1 388 043
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	143 010	246 345		246 345	272 664	261 549
Autres frais	70						
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71					8 069	12 281
Autres	72	18 200	30 312		30 312	30 874	28 996
	73	161 210	276 657		276 657	311 607	302 826
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION							
74							
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
75		1 339 200	1 341 608	(1 341 608)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Rémunération des élus	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	40
Taux des taxes	41
Questionnaire	43

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la Municipalité de Verchères (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

 **MBBA**
S.E.N.C.R.L.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

 CPA auditeur, CA

Par Robert Arbour, CPA auditeur, CA

Montréal

DATE 2017-05-02

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>6 960 222</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
Revenus de taxes	11	<u>6 960 222</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	6 960 222
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>6 960 222</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires		5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM		6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		7	319 038	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		8	25 100	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation		9	<u> </u>	10 <u>344 138</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>6 616 084</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2016 ²	1	<u>749 404 800</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2016 ²	2	<u>749 796 000</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>749 600 400</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>6 616 084</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>749 600 400</u>
Taux global de taxation réel de 2016	6	| | | , | 8 | 8 | 2 | 6 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2016 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2016 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	29 907	29 908	115 193
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	54 499	54 499	171 099
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	155 000	153 740	250 263
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	10 000		
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	30 000	23 856	130 644
Autres infrastructures	11		58 893	5 727
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	30 000	842	27 880
Édifices communautaires et récréatifs	14			11 345
Améliorations locatives	15		687	
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	30 000	14 160	23 921
Ameublement et équipement de bureau	18	5 000	4 825	2 420
Machinerie, outillage et équipement divers	19	40 000	92 112	55 580
Terrains	20			33 664
Autres	21		26 339	176 812
	22	300 000	381 295	506 227
				1 004 548

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		29 907	29 908
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26		54 499	54 499
Autres infrastructures	27		177 596	236 489
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33		119 293	185 331
	34		381 295	506 227
				1 004 548

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	11 695 932		620 745	11 075 187
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	2 868		433	2 435
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	24 619	7 075	10 212	21 482
Autres	6				
	7	11 723 419	7 075	631 390	11 099 104
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9	9 607			9 607
Réserves financières et fonds réservés	10	202 370		202 370	
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	5 689 927		329 020	5 360 907
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	1 254 149	7 075	(119 616)	1 380 840
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	7 156 053	7 075	411 774	6 751 354
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	4 567 366		219 616	4 347 750
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	4 567 366		219 616	4 347 750
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	4 567 366		219 616	4 347 750
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	4 567 366		219 616	4 347 750
	26	11 723 419	7 075	631 390	11 099 104
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	()
Reclassement / Redressement	28				
	29	11 723 419	7 075	631 390	11 099 104

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
	2016	2016	2016	2015
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1	9 370	9 397	12 059
Évaluation	2	90 000	95 882	111 348
Autres	3	75 720	76 340	62 648
Sécurité publique				
Police	4	905 000	902 614	
Sécurité incendie	5	34 300	34 937	37 916
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8	5 400	33	4 725
Transport collectif	9	394 350	392 248	79 043
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	10 800	7 313	9 450
Matières résiduelles	12	495 990	447 929	618 936
Cours d'eau	13	55 150	120 125	99 271
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	41 000	43 839	44 133
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	22 700	23 135	17 208
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	36 500	38 974	23 025
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	22 000	23 696	27 970
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	2 198 280	2 216 462	1 147 732

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	9,00	40,00	18 700,00	577 883	160 737	738 620
Professionnels	2						
Cols blancs	3	6,00	32,50	10 390,00	225 888	60 024	285 912
Cols bleus	4	12,00	40,00	24 960,00	460 140	117 572	577 712
Policiers	5						
Pompiers	6	3,00	40,00	6 600,00	149 015	15 685	164 700
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	30,00		60 650,00	1 412 926	354 018	1 766 944
Élus	9	7,00			84 820	4 947	89 767
	10	37,00			1 497 746	358 965	1 856 711

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	154 192				154 192
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	95 814				95 814
	17	250 006				250 006

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
Administration générale												
Grefte et application de la loi	1	59 900	27		53	59 900	79		105	59 900	131	
Évaluation	2	97 019	28		54	97 019	80		106	97 019	132	
Autres	3	763 321	29	44 389	55	807 710	81	23 611	107	784 099	133	39 337
	4	920 240	30	44 389	56	964 629	82	23 611	108	941 018	134	39 337
Sécurité publique												
Police	5	941 327	31		57	941 327	83		109	941 327	135	
Sécurité incendie	6	382 649	32	89 771	58	472 420	84	83 834	110	388 586	136	31 100
Sécurité civile	7	10 262	33		59	10 262	85		111	10 262	137	
Autres	8		34		60		86		112		138	
	9	1 334 238	35	89 771	61	1 424 009	87	83 834	113	1 340 175	139	31 100
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	430 037	36	257 945	62	687 982	88		114	687 982	140	5 900
Enlèvement de la neige	11	230 575	37	15 394	63	245 969	89	6 032	115	239 937	141	700
Autres	12	54 220	38	10 968	64	65 188	90		116	65 188	142	
Transport collectif	13	393 366	39		65	393 366	91		117	393 366	143	
Autres	14		40		66		92		118		144	
	15	1 108 198	41	284 307	67	1 392 505	93	6 032	119	1 386 473	145	6 600
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	328 850	42		68	328 850	94		120	328 850	146	20 300
Réseau de distribution de l'eau potable	17	131 325	43	417 269	69	548 594	95	3 500	121	545 094	147	22 700
Traitement des eaux usées	18	180 154	44	143 820	70	323 974	96		122	323 974	148	1 120
Réseaux d'égout	19	175 250	45	211 089	71	386 339	97		123	386 339	149	2 910
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	320 306	46		72	320 306	98		124	320 306	150	
Matières recyclables	21	127 623	47		73	127 623	99		125	127 623	151	
Autres	22		48		74		100		126		152	
Cours d'eau	23	128 862	49	11 964	75	140 826	101		127	140 826	153	6 660
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128		154	
Autres	25	38 945	51		77	38 945	103		129	38 945	155	145 130
	26	1 431 315	52	784 142	78	2 215 457	104	3 500	130	2 211 957	156	198 820

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
Santé et bien-être												
Logement social	157	48 639	172		187	48 639	202		217	48 639	232	
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159	13 227	174		189	13 227	204		219	13 227	234	
	160	61 866	175		190	61 866	205		220	61 866	235	
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	231 811	176	254	191	232 065	206		221	232 065	236	
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222		237	
Promotion et développement économique	163	122 320	178	1 445	193	123 765	208		223	123 765	238	
Autres	164		179		194		209		224		239	
	165	354 131	180	1 699	195	355 830	210		225	355 830	240	
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	968 503	181	112 462	196	1 080 965	211	129 331	226	951 634	241	800
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	215 585	182	17 021	197	232 606	212	2 845	227	229 761	242	
Autres	168	155 282	183	7 817	198	163 099	213	65 256	228	97 843	243	
	169	1 339 370	184	137 300	199	1 476 670	214	197 432	229	1 279 238	244	800
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245	
	171	6 549 358	186	1 341 608	201	7 890 966	216	314 409	231	7 576 557	246	276 657

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	381 295	952 621
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	381 295	952 621

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Alexandre Bélisle	28 230	16 190
Michèle Tremblay	6 365	3 183
André Dansereau	6 365	3 183
Luc Forin	8 667	4 334
Gilles Lamoureux	6 365	3 183
Claude Ménard	6 365	3 183
Nathalie Fillion	6 365	3 183

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	1 330 506	1 179 286
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		10 708
Solde redressé au début de l'exercice	3	1 330 506	1 189 994
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	1 027 700	577 352
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(874 227)	(180 000)
Réserves financières et fonds réservés	8		(256 840)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	153 473	140 512
Solde à la fin de l'exercice	12	1 483 979	1 330 506
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	927 711	440 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		727 711
Solde redressé au début de l'exercice	15	927 711	1 167 711
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(146 081)	(420 000)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	874 227	180 000
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	728 146	(240 000)
Solde à la fin de l'exercice	22	1 655 857	927 711
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	369 376	787 392
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		(836 865)
Solde redressé au début de l'exercice	25	369 376	(49 473)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	114 310	162 009
Activités d'investissement	27		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		256 840
Financement des investissements en cours	29		
	30	114 310	418 849
Solde à la fin de l'exercice	31	483 686	369 376

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

	2016	2015
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (86 244)	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	86 244
Solde redressé au début de l'exercice	34 (86 244)	(86 244)
Affectations		
Activités de fonctionnement - Augmentation	35 ()	()
Activités de fonctionnement - Diminution	36 (24 068)	
Financement à long terme des activités de fonctionnement	37 ()	()
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	38	
Solde à la fin de l'exercice	39 (62 176)	(86 244)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	40	(1 311 174)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	41	
Solde redressé au début de l'exercice	42	(1 311 174)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	43	1 311 174
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	44	
Excédent de fonctionnement affecté	45	
Réserves financières et fonds réservés	46	
	47	1 311 174
Solde à la fin de l'exercice	48	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	49 21 177 309	21 465 568
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	50	
Solde redressé au début de l'exercice	51 21 177 309	21 465 568
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	52	
Excédent de fonctionnement affecté	53	
Financement à long terme des activités d'investissement	54 ()	()
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités d'investissement	55	
Variation résiduelle de l'exercice	56 (622 440)	(288 259)
Solde à la fin de l'exercice	57 20 554 869	21 177 309

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>1 000 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>1 000 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>1 000 000</u>

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	2016		2015
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 () () (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 () () (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 () () (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	[] , [] [] [] [] \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	[0] , [6] [2] [7] [5] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	[0] , [6] [2] [7] [5] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	[1] , [4] [0] [0] [0] \$
Catégorie des immeubles industriels	5	[1] , [4] [0] [0] [0] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	[0] , [6] [2] [7] [5] \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	[0] , [6] [3] [7] [5] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	[] , [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	[] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	[] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	[] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	12	[] , [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	[] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	[] , [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	[] , [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	[] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	[] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	[] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	19	[] , [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	[] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	[] , [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	[] , [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	[] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	[] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	[] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	26	[] , [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	[] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	[] , [] [] [] [] \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement
Eau	1	1 | 7 | 5 , 0 | 0 \$
Égout	2	3 | 6 | 0 , 0 | 0 \$
Eau et égout	3	| | | , | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | | , | | \$
Matières résiduelles	5	2 | 3 | 0 , 0 | 0 \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Usine de Filtration et Aqueduc	,0240	1	
Règl. 305-2000 Bassin rue Dansereau	,0565	2	
Règl. 417-2008 Rg St-Joseph 159,167,171	844,2700	7	par entrée d'eau
Règl. 399-405 Cusson	842,9500	7	par logement
Usine d'épuration et égout	,0021	1	
Règl. 414-2008 Aqueduc A-30	,0002	1	
Règl. 483 496-2014 Bussières	530,6100	7	par entrée d'eau
Règl. 468-2012 St-Alexandre	385,5500	7	par entrée d'eau
Règl. 255-98 J.B. et St-Antoine	,3875	2	
Règl. 256-98 Marie-Victorin	144,9150	7	par logement
Règl. 371-2004 Rue Hébert	538,0900	7	par entrée d'eau
Règl. 429-2010 égout 613-621 Marie-Vic	540,2500	7	unité
Règl. 217-95 Duvernay secteur Pont	,3936	2	
Règl. 310-2000 Rue de l'Industrie	,1032	2	
Règl. 450,451-2010 Rue Aqueduc	758,8000	7	unité
Règl. 401-2006 Rue Dulude	,0213	2	
Règl. 399, 405-2007 Marie-Victorin 2007	175,0200	7	par logement
Règl. 417-2008 Rg St-Joseph 109-111	986,2300	7	par entrée d'eau
Règl. 426-2008 Marie-Victorin 306-438	104,8500	7	par logement
Règl. 429-2010 égout 599-621 Marie-Vic	57,8400	7	unité
Vidange fosses septiques	76,0000	4	unité

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2016	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2016 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2016 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	395 578	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	30	22 <input type="checkbox"/>

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité applique-t-elle les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	28 <input type="checkbox"/>	29 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2016	30		
Facteur comparatif de 2016	31		
Valeur uniformisée	32		
12. Avez-vous reçu au cours de l'exercice ou êtes-vous en droit de recevoir pour cet exercice une subvention relative au <i>Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local</i> (PAERRL) de la part du MTMDET?	33 <input type="checkbox"/>	34 <input checked="" type="checkbox"/>	
Montant de l'aide financière reçue	35	\$	
Total des frais encourus admissibles au PAERRL :			
a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)	36	\$	
b) Dépenses d'investissement	37	\$	
c) Total des frais encourus admissibles	38	\$	
d) Description des dépenses d'investissement :			
Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des routes locales de niveaux 1 et 2 :			
a) Numéro de la résolution	39		
b) Date d'adoption de la résolution	40		
Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue à la ligne 35, fournissez-en les justifications :			

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017	
Revenus de taxes	46
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	47
Calcul de certains revenus de taxes	48
Taux des taxes	50
Taux global de taxation prévisionnel	51
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	54
Questionnaire	56

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

TAXES**SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	5 087 745
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	158 305
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	5 246 050

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	560 000
Égout	11	373 790
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	594 400
Autres		
- Vidange fosses septiques	14	31 600
- Cours d'eau - rivière St-Charl	15	8 000
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	20 000
Service de la dette	18	86 080
Activités de fonctionnement	19	
Activités d'investissement	20	
	21	1 673 870
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	1 673 870
	26	6 919 920

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	9 590
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	25 000
	9	34 590

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	34 590

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	4 800
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	4 800

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	39 390

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrevements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 611 458 593	X 5 0,6400	/100\$ 6 3 913 335				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10 40 960 563	X 11 1,4200	/100\$ 12 581 640				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22 92 620 312	X 23 0,6400	/100\$ 24 592 770				
Total			25 5 087 745	26 ()	27 ()	28	29 5 087 745
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25	26 (.....) 27 (.....) 28	29
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 (.....) 56 (.....) 57	58
	<u>Valeur locative imposable</u>						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 (.....) 63 (.....) 64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	[1 | 7 | 5] , [0 | 0] \$
Égout	2	[1 | 5 | 0] , [0 | 0] \$
Eau et égout	3	[] [] [] , [] [] \$
Traitement des eaux usées	4	[] [] [] , [] [] \$
Matières résiduelles	5	[2 | 3 | 0] , [0 | 0] \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
-------------	------	-------------------	----------

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	6 919 920
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	_____
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8), et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	.....
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	.....
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	.....
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	.....
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	.....
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	.....
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	.....
	10	_____
Revenus de taxes	11	6 919 920

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	6 919 920
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	
Total partiel		4	6 919 920
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	319 493	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	20 000	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		10
			339 493
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel		11	6 580 427

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation
prévisionnel

1 6 580 427

Évaluation des immeubles imposables ayant servi à établir les
revenus de la taxe foncière générale

2 745 039 468

Taux global de taxation prévisionnel de 2017

(ligne 1 ÷ ligne 2) x 100 \$

3

		0
--	--	---

 ,

8	8	3	2
---	---	---	---

 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	581 640					592 770
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	581 640					592 770

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	3 913 335			5 087 745
De secteur	10			158 305	158 305
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12			86 080	86 080
Autres	13			1 567 790	1 567 790
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	3 913 335		1 812 175	6 899 920

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input checked="" type="checkbox"/>
b) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Pour le rôle de la valeur locative	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2017 pour des exploitations agricoles enregistrées?	14 <input checked="" type="checkbox"/>	15 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	16	509 500 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	17	\$	
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	18	8 508 940 \$	
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	19	333 350 \$	
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	20	255 490 \$	
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	21	345 000 \$	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 581 Rue Marie-Victorin
(no) (rue)
Verchères J0L 2R0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 583-3307
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 583-3637
(ind. rég.) (numéro)

Courriel mairie@ville.vercheres.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Luc Forcier

Téléphone (450) 583-3307
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 583-3637
(ind. rég.) (numéro)

Courriel lforcier@ville.vercheres.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom MBBA s.e.n.c.r.l.

Titre CPA auditeur CA

Adresse 4510 Papineau
(no) (rue)
Montréal H2H 1V1
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 521-4077
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 521-4986
(ind. rég.) (numéro)

Courriel rarbour@mbba.ca

Responsable du dossier Robert Arbour

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Luc Forcier , atteste que le rapport financier consolidé de Verchères pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2017-05-02 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Verchères .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Verchères consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Verchères détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 25 est de 62 939 \$.

Le taux global de taxation réel de 2016 à la page S34 ligne 6 est de ,8826 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2017-04-24 03:08:23

Date de transmission au Ministère :